

La post-République hollandaise



Article rédigé par *Guillaume de Prémare*, le 09 avril 2014

Hop on me voit, hop on me voit plus, on me voit, on me voit plus. Hop hop hop, il est où le ministre ? Tu le crois ici, eh non il est là ! Franchement, qu'est-ce que qu'on s'amuse en post-République hollandaise ! Mais qu'est-ce que ça change, au fond, maintenant que Hollande et Valls ont presque terminé de jouer au bonneteau ministériel ?

PAS GRAND CHOSE. On reprend à peu près les mêmes et on recommence. Oh certes, on supprime quelques « susucres » surnuméraires au passage, on élimine les maillons les plus faibles, on ajoute un pincée de « people » avec Royal, ex Madame Loyal du cirque socialiste et loyale ex de Normal Ier. Et voici notre falot « capitaine de pédalo » qui mue sous nos yeux ébahis en chef de combat, casque à pointe certifié Merkel sur la tête.

Ce qui change, en revanche, c'est le passage de l'ectoplasmique et fantomatique Ayrault à l'autoritaire et omniprésent Valls. Nous avons perçu, au sortir de l'hiver, notre cerbère ibère et son paquetage de denrées renouvelables à défaut d'être renouvelées. Mais au fond, l'enjeu est ailleurs. Le vrai pouvoir est ailleurs que dans ce maelström partisan et ces institutions en lambeaux.

La vraie feuille de route

Il fallait voir la grave componction de Hollande donnant sa feuille de route à Valls, 24 heures après qu'un Ayrault livide eût appelé à « serrer les coudes pour sauver la France » ! Cette feuille de route — qui tient presque en trois mots sur un post-it —, n'est qu'un artifice de communication. La feuille de route, la vraie, c'est Bruxelles qui l'a donnée à la France. Eh oui, la France est très officiellement « sous surveillance » des commissaires de la mondialisation heureuse.

Et ça va mal, avec ce nouveau dérapage du déficit et de la dette, annoncé quelques heures avant la présidentielle allocution. Nous ne sommes pas « dans les clous » comme on dit. Et il s'en faut de beaucoup. Dans 15 jours, nous avons rendez-vous à Bruxelles pour rendre des comptes et — probablement — quémander un délai supplémentaire.

Mais un jour très prochain, il faudra bien l'autorité d'un Valls pour imposer les exigences de Bruxelles. Les imposer à qui ? À la majorité parlementaire ? Pas tant que cela : pour cette poignée de couards accrochés à leur siège comme la bernique à son rocher, la menace d'une dissolution suffira, peut-être... Mais plutôt les imposer au peuple, qui n'en peut déjà plus avant même d'avoir entamé la partie la plus raide de son chemin de croix. On connaît le talent de Valls pour réprimer, au son — toujours hautement moral — du clairon post-républicain.

Servitude volontaire

Je dis post-républicain, une fois encore, parce que nous sommes en post-république, en « post-chose publique » si vous préférez. Comme expression de souveraineté d'un espace politique cohérent et comme principe de mise en œuvre du bien commun, la chose publique a été abolie. La chose publique s'est dissoute dans les traités européens. Traités que nos politiques nomment pompeusement « nos engagements internationaux », comme pour donner un semblant de noblesse à cette servitude volontaire.

Et si les traités ne suffisent pas — car il est entendu que Bruxelles ne saurait lever une armée contre nous —, il y a encore les fameux marchés, qui nous tiennent pas les bourses en alimentant par la dette notre pacemaker à haute fréquence.

Attendez, ce n'est pas fini. Demain, si nous laissons faire, il y aura le Traité transatlantique, qui nous asservira gravement aux intérêts d'Oncle Sam et permettra aux firmes mondiales de nous imposer leur loi par voie judiciaire. Si si, renseignez-vous, je ne dis pas de bêtises. On en parle peu, et pour cause : si les Français savaient, ils se révolteraient. Une révolte ? Pas d'panique Sire, Valls veille. Brrr...

Guillaume de Prémare

Chronique prononcée sur [Radio Espérance](#), le 4 avril 2014
